



Institut  
Géopolitique  
& Business



IBEF

## BRIEF GEOPOLITIQUE & BUSINESS #1

---

Aurélien Colson, Cédomir Nestorovic, Frédéric Charillon, Jean-Marc Fenet, Joseph Maila, Benoit Chervalier et Thomas Friang

## Résumé exécutif

Paris, le 29 janvier 2026

Ce rapport lance la série de *Brief* de l’Institut Géopolitique & Business de l’ESSEC. Il analyse l’entrée dans un « monde trumpien », qualifié de « monde mélien », où la puissance s’affirme sans retenue et où la contrainte stratégique supplante les règles multilatérales. À travers **six regards régionaux** – États-Unis, Europe, Chine, Inde, Moyen-Orient et Afrique – il met en lumière les recompositions géopolitiques qui redéfinissent l’environnement économique mondial. L’étude identifie **cinq dynamiques structurantes de la post-mondialisation** : la généralisation des stratégies d’influence et d’ingérence, la montée en puissance de la guerre économique, l’arsenalisation des dépendances critiques, l’intensification de la compétition pour les capitaux dans un contexte de tensions monétaires, et la résurgence de stratégies de prédateur sur les ressources énergétiques et minières. Ces évolutions traduisent la fin d’un ordre fondé sur l’efficience et l’interdépendance pacifiée. Elles dessinent un capitalisme de puissance, instable, conflictuel et durablement politisé.

## Executive Summary

Paris, January 29 – 2026

This report launches the *Brief* series of the *ESSEC Institute for Geopolitics & Business*. It examines the emergence of a “Trumpian world”, understood as a “Melian world” in which power is exercised openly and strategic coercion replaces cooperative norms. Through **six regional perspectives** — the United States, Europe, China, India, the Middle East and Africa — it analyzes the geopolitical reconfiguration shaping today’s global economy. The study identifies **five core dynamics of post-globalization**: the multiplication of influence and interference strategies, the rise of economic warfare, the weaponization of critical dependencies, intensifying competition for capital amid growing monetary tensions, and renewed predatory strategies targeting energy and mineral resources. Together, these trends signal the end of globalization driven by efficiency and mutual gains. They reveal a world economy increasingly structured by power politics, strategic rivalry and systemic instability.

→ **Contact** : Thomas Friang, Directeur exécutif de l’Institut Géopolitique & Business de l’ESSEC / Executive Director of the ESSEC Institute for Geopolitics & Business - via : [friang@essec.edu](mailto:friang@essec.edu)

## Introduction - Comprendre ce « monde mélien » qui façonne la « post-mondialisation »

Créé en 2024 par l'ESSEC, l'Institut Géopolitique & Business étudie l'impact des chocs géopolitiques sur les modèles économiques des entreprises.

L'Institut alimente ainsi la **recherche académique**, la **formation initiale** et la **formation exécutive** d'excellence de l'ESSEC avec un objectif : permettre aux dirigeants de résister leurs décisions dans le champ large de la compétition stratégique, tant celui-ci se substitue rapidement au cadre limité de la concurrence économique.

À cette fin, l'**Institut lance une série de Briefs pour naviguer dans la « post-mondialisation »**<sup>1</sup>. Dans cette ère économique radicalement nouvelle, les interdépendances financières, commerciales et technologiques qui ont fait le succès économique de la mondialisation persistent. Cependant, elles ne sont plus des points d'accélération de la croissance économique : elles sont devenues des points de pression entre acteurs géopolitiques.

Les *Briefs* de l'Institut tiendront donc compte de **six hypothèses fondatrices** pour mieux cerner l'environnement des affaires qui n'a plus rien de familier avec la mondialisation heureuse :

- Le risque géopolitique est structurellement intégré aux marchés, modifiant durablement les paradigmes du commerce mondial, de l'architecture financière internationale et des flux d'investissement<sup>2</sup>.
- Les échanges se réorganisent entre pays « alignés », marquant la fin d'une mondialisation fondée sur la seule efficience<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> [La Tribune - Bienvenue dans la post-mondialisation – Juillet 2025](#)

<sup>2</sup> [BlackRock – Geopolitical Risk Dashboard 2025](#)

<sup>3</sup> [McKinsey Global Institute – Geometry of Global Trade 2025](#)

- Les standards comme les politiques de subvention ou de contrôle à l'export s'imposent et modifient en profondeur le fonctionnement classique des marchés pour répondre à des logiques géopolitiques<sup>4</sup>.
- L'instabilité politique, la polarisation et le protectionnisme affectent de plus en plus les pays de l'OCDE, invalidant l'idée d'un cœur stable de la mondialisation<sup>5</sup>.
- Les ruptures géopolitiques, les bouleversements climatiques et les disruptions technologiques s'auto-renforcent, exposant un système global conçu pour la stabilité à des chocs permanents, « la polycrise »<sup>6</sup>.
- Enfin, les chefs d'entreprises françaises, unanimes à considérer que le risque géopolitique ne va pas décroître, admettent leur impréparation et leurs difficultés à engager les changements nécessaires<sup>7</sup>.

Ce tout premier *Brief* propose **un regard kaléidoscopique sur les tendances géopolitiques qui façonnent l'avenir de l'économie européenne en ce début 2026**. Marqués par l'intervention au Venezuela, les menaces sur le Groenland et les déploiements militaires autour de l'Iran, les experts de l'Institut s'intéressent à ce « **monde trumpien** », qu'ils considèrent comme un « **monde mélien** » (en référence au dialogue éponyme narré par Thucydide dans son *Histoire de la guerre du Péloponnèse*), c'est-à-dire un monde où la puissance se désinhibe totalement et se révèle crûment dans ses objectifs de prédation.

Cette première édition, publiée en janvier 2026, mobilise l'ensemble des experts fédérés par l'Institut Géopolitique & Business de l'ESSEC :

- le Centre IRENE sur la Négociation et la Médiation, établi en 1996,
- le Centre Européen de Droit et d'Économie, fondé en 2008,
- le Centre Géopolitique, Défense & Leadership, lancé en 2021, et
- la Chaire Business & Industrie en Afrique, créée en 2025.

**Pour comprendre ce « **monde trumpien, monde mélien** », l'Institut Géopolitique & Business articule donc 6 perspectives régionales :**

1. Le regard du Pr. Frédéric Charillon sur la **puissance américaine désinhibée**, son effet amplificateur sur la brutalisation du monde aux conséquences économiques dévastatrices ;
2. L'alerte du Pr. Aurélien Colson sur l'ensemble des **menaces géopolitiques qui pèsent sur l'économie européenne** par delà la prédation américaine ;
3. Le diagnostic de Jean-Marc Fenet sur la **stratégie offensive de découplage économique opérée par la Chine** face aux signaux contradictoires de l'administration Trump ;
4. Son analyse de la **trajectoire géoéconomique ambivalente de l'Inde**, profondément froissée par Washington mais toujours prudente vis-à-vis de Pékin ;

<sup>4</sup> [EY-Parthenon – Geostrategic Outlook 2026](#)

<sup>5</sup> [Verisk Maplecroft – Political Risk Outlook 2025](#)

<sup>6</sup> [World Economic Forum – Global Risks Report 2025](#)

<sup>7</sup> [ESSEC - Baromètre Géopolitique & Business 2025](#)

5. Le **panorama géopolitique du Moyen-Orient** réalisé par le Pr. Joseph Maïla qui permet de cerner les enjeux géoéconomiques des grands défis de reconstruction ;
6. L'étude de Benoît Chervalier sur la **perception du risque Trump 2.0 par les Etats africains** et son impact sur leurs stratégies d'industrialisation par l'exploitation locale de leurs ressources du sous-sol.

Combinés, ces regards croisés permettent, exemples à l'appui, d'appréhender **5 caractéristiques majeures de la post-mondialisation** :

- la démultiplication des **stratégies d'influence**, d'ingérence et d'intimidation, y compris sur les intérêts de sécurité économique ;
- la montée en puissance des **opérations de guerre économique** ;
- l'**arsenalisation des dépendances critiques** par les puissances méliennes ;
- la **compétition mondiale pour capter les capitaux** alors qu'une guerre monétaire pourrait s'ajouter à la guerre commerciale lancée par Trump ;
- les **nouvelles stratégies de prédateur économique** - notamment déployées par Washington - pour prendre le contrôle de ressources minérales ou énergétiques.

À l'étude de ces 6 perspectives régionales sur ce « monde trumpien », l'Institut fait émerger 5 traits caractéristiques de la post-mondialisation. Ce faisant, nous espérons **fournir aux dirigeants économiques une carte claire du territoire volcanique de l'environnement des affaires de ce début 2026**. Avec un objectif : permettre à ces entreprises de devenir plus vigilantes, plus résilientes et moins dépendantes... c'est-à-dire plus compétitives dans ce monde plus brutal, plus complexe et plus incertain.

---

**Aurélien Colson<sup>8</sup>, Cédomir Nestorovic<sup>9</sup> et Thomas Friang<sup>10</sup>**

---

<sup>8</sup> Professeur de sciences politiques à l'ESSEC, Aurélien Colson est co-directeur académique de l'Institut Géopolitique & Business de l'ESSEC

<sup>9</sup> Professeur de géopolitique à l'ESSEC, Cédomir Nestorovic est co-directeur académique de l'Institut Géopolitique & Business de l'ESSEC

<sup>10</sup> Économiste, Thomas Friang est directeur exécutif de l'Institut Géopolitique & Business de l'ESSEC

## Le trumpisme, un nouvel élan pour les puissances déshinibées ?

### Perspective de Frédéric Charillon<sup>11</sup>

Après le référendum britannique et l'élection américaine de 2016, le monde a (re)découvert **les stratégies d'influence** : plusieurs puissances internationales mettaient beaucoup de moyens sur la table pour s'assurer de la docilité ou du changement de comportement d'acteurs de premier plan, décideurs, leaders d'opinion mais également opinions publiques elles-mêmes.

Après l'invasion pleine et entière de l'Ukraine en 2022 - qui était, en réalité, en gestation depuis bien plus longtemps - **les stratégies d'influence se sont faites stratégie d'intimidation** : on découvrit alors que l'influence n'était pas un substitut à la violence mais sa préparation voire son accompagnement.

**Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier 2025 a ouvert un boulevard à ces stratégies brutales**, puisque les États-Unis eux-mêmes, autrefois autoproclamés gendarme du monde, se mirent à pratiquer l'influence décomplexée (assumant pleinement par exemple le fait de soutenir des partis politiques nationalistes en Europe), l'intimidation quasi quotidienne (les exemples sont trop nombreux pour les citer ici, du Venezuela jusqu'à l'Ukraine, du Mexique jusqu'au Proche-Orient, de Panama jusqu'au Groenland), et désormais l'intervention militaire extrajudiciaire. Le président des États-Unis a averti (dans un entretien récent au *New York Times*) : le droit international n'est plus un paramètre à ses yeux.

**L'Europe (au sens de l'UE et de ses partenaires comme la Grande-Bretagne ou la Norvège) voit ses principes et son monde s'effondrer** : elle se croyait à l'abri de la guerre, protégée par les États-Unis, avec la Chine comme nouvel *el Dorado* commercial et la Russie comme fournisseur d'énergie à bon marché, le tout sans arrière-pensées, dans un monde régi par des règles, des

<sup>11</sup> Professeur de sciences politiques à l'Université Paris-Cité et à l'ESSEC, Frédéric Charillon est co-directeur du Centre Géopolitique, Défense & Leadership de l'école.

normes, la négociation, le multilatéralisme et la recherche du compromis. La voici prise en étau entre trois politiques impériales, qui affichent leur plus profond mépris pour les valeurs européennes désormais taxées de dangereuse naïveté.

**Ce pari sur la toute puissance militaire est un leurre.** Les hommes forts et les systèmes autoritaires ne produiront que de la disruption. Ce moment passera. Mais l'Europe doit le traverser. Il lui faut muscler sa doctrine et ses moyens, bâtir de nouvelles alliances, accepter le basculement du monde.

De même que la crise du COVID a amené l'Europe à revoir son positionnement par rapport à la globalisation et à mieux protéger ses approvisionnements stratégiques, les bouleversements actuels impactent fortement son industrie et son économie.

**La combinaison des pratiques coercitives chinoises, de l'agression russe et du retour d'une intimidation commerciale américaine fragilise en priorité les secteurs européens ouverts, normés et dépendants.** Automobile, énergie, industries énergivores, numérique, défense, agro-alimentaire et luxe sont exposés à des chocs asymétriques : dumping, droits de douane ciblés, chantage à l'accès au marché, extraterritorialité juridique.

**Dans ce monde trumpien, monde mélien, le risque central pour l'Europe n'est pas un effondrement brutal, mais une désindustrialisation progressive et une perte d'autonomie stratégique.** L'enjeu est de passer d'une logique défensive fondée sur les règles à une stratégie combinant protection ciblée, politique industrielle assumée et capacité crédible de rétorsion.

## Une illustration économique : le secteur automobile européen dans un monde trumpien

→ **L'industrie automobile européenne concentre aujourd'hui plusieurs vulnérabilités géoéconomiques majeures.** Elle représente environ 13,2 millions d'emplois dans l'Union européenne, dont 2,4 millions dans la fabrication, et demeure l'un des derniers secteurs industriels générant un excédent commercial significatif, estimé à près de 90 milliards d'euros en 2024. Cette centralité économique s'accompagne toutefois d'une exposition croissante aux chocs géopolitiques.

→ **Les États-Unis absorbent près de 22 % de la valeur des exportations automobiles européennes,** ce qui rend le secteur particulièrement sensible aux évolutions de la politique commerciale américaine, marquée par le recours accru aux droits de douane et aux dispositifs de subvention conditionnés à la localisation de la production.

→ **En parallèle, la transition vers le véhicule électrique a déplacé une part essentielle de la chaîne de valeur hors d'Europe.** La Chine contrôle aujourd'hui environ 70 % du raffinage mondial du lithium, plus de 80 % du cobalt et près de 90 % du graphite, ainsi qu'une part dominante de la production de batteries, ce qui lui permet de proposer des véhicules à bas coût soutenus par une politique industrielle offensive. Cette situation a conduit l'Union européenne à instaurer en 2024 des droits de douane pouvant atteindre 45,3 % sur les véhicules électriques chinois, sans toutefois résoudre la dépendance structurelle de l'industrie européenne aux intrants critiques. Dans le même temps, la transition technologique fragilise l'écosystème industriel existant : la baisse de la demande pour les motorisations thermiques et la montée en puissance de chaînes de valeur plus capitalistiques ont entraîné plus de 100 000 suppressions d'emplois chez les équipementiers européens en deux ans, notamment chez Bosch et ZF. La dynamique actuelle combine ainsi pression concurrentielle extérieure, dépendance technologique accrue et ajustement social rapide.

→ **À ce stade, les instruments européens restent essentiellement défensifs, tandis que les États-Unis mobilisent pleinement leurs outils budgétaires et réglementaires pour capter les investissements industriels.** L'industrie automobile apparaît ainsi comme un révélateur des fragilités structurelles européennes face à la recomposition géoéconomique mondiale, avec un risque croissant de perte durable de capacités industrielles et de savoir-faire si aucune stratégie de sécurisation des chaînes de valeur et d'investissement coordonné n'est déployée à moyen terme.

## **Pour aller plus loin sur les stratégies d'influence, d'ingérence et d'intimidation<sup>12</sup> qui façonnent la post-mondialisation**

→ **La nature des stratégies d'influence visant l'Europe évolue en profondeur.** Celles-ci ne relèvent plus de campagnes ponctuelles de désinformation mais d'opérations structurées autour d'écosystèmes d'influence réellement durables et étroitement coordonnés, combinant acteurs étatiques, relais médiatiques, réseaux numériques et technologies d'amplification algorithmique. Pour le SEAE<sup>13</sup>, la finalité première de ces opérations est passée de la persuasion politique à la désorganisation cognitive des sociétés démocratiques : érosion de la confiance, polarisation des débats publics, affaiblissement de la décision politique. L'UE apparaît ainsi exposée non par faiblesse intrinsèque, mais parce que son modèle – ouvert, pluraliste, juridiquement contraint – est devenu un terrain d'exploitation stratégique pour des puissances assumant désormais une confrontation informationnelle permanente.

→ **Les opérations d'influence sont devenues une arme centrale de la conflictualité contemporaine** en combinant désinformation, pressions économiques, instrumentalisation d'acteurs locaux, actions juridiques et opérations numériques<sup>14</sup>. Les démocraties européennes font face à un retard conceptuel vis-à-vis de ces menaces<sup>15</sup>, longtemps prisonnières d'une lecture juridique et sectorielle du phénomène, alors que les puissances prédatrices en ont fait un mode d'action classique de leurs stratégies d'intervention. Un changement de posture stratégique a été amorcé mais n'est pas arrivé à maturité pour sortir d'une stricte logique défensive et assumer une doctrine intégrant pleinement la dimension informationnelle dans la sécurité nationale, y compris dans les politiques de sécurité économique.

---

<sup>12</sup> Avec la création, en octobre 2025, de son Observatoire des stratégies d'influence, d'ingérence et d'intimidation (OS3i), le Centre Géopolitique, Défense & Leadership de l'ESSEC, affilié à l'Institut Géopolitique & Business, se donne les moyens de poursuivre l'analyse de ces dynamiques.

<sup>13</sup> [EEAS – 3rd Report on Foreign Information Manipulation and Interference \(2025\)](#)

<sup>14</sup> [Council on Foreign Relations – Foreign Influence and Democratic Governance \(2024\)](#)

<sup>15</sup> [Sénat français – Lutte contre les influences étrangères malveillantes \(2024-2025\)](#)

## Et si l'Europe n'avait pas qu'affaire à la prédation américaine ?

### Perspective d'Aurélien Colson<sup>16</sup>

« **Nous sommes trop Kantiens et pas assez Hobbesiens** » : ainsi Josep Borrell concluait-il, le 10 octobre 2022, son discours devant les ambassadeurs de l'Union européenne réunis à Bruxelles.

**Se montrer kantiens – affirmer la force du droit au service du libre commerce – ne nous a pas desservis.** Jamais auparavant dans l'Histoire, et nulle part ailleurs aujourd'hui, ne perdure un ensemble de 450 millions de personnes vivant en paix, avec un tel niveau de prospérité, de solidarité et de droits humains. C'est miraculeux, sachant notre continent dévasté par les conflits armés au cours des siècles.

Cette exception est apparue grâce à une formule : la coopération fondée sur le commerce et la règle de droit administrés par des institutions multilatérales volontairement consenties. Cela a fonctionné entre les ennemis d'hier, à 6 puis à 9, 10, 12, 15. Ce même logiciel a produit d'extraordinaires effets bénéfiques à 27, en intégrant les pays d'Europe de l'Est dès qu'ils se sont libérés du joug soviétique.

C'est donc de bonne foi que **les Européens ont tenté d'appliquer le même logiciel avec la Russie post-soviétique** : « *Wandel durch Handel* ». Le « changement par le commerce » fut le pari selon lequel les gazoducs et les échanges économiques civiliseraient les relations avec Moscou. Le pari était condamné à l'échec à partir du moment où les clefs du pouvoir furent en 1999 confiées à un officier du KGB imprégné des méthodes de la mafia saint-pétersbourgeoise.

---

<sup>16</sup> Professeur de sciences politiques à l'ESSEC, Aurélien Colson est co-directeur académique de l'Institut Géopolitique & Business de l'ESSEC.

Il a fallu une rare obstination dans notre aveuglement pour ne pas le comprendre, malgré les coups de semonce successifs : Tchétchénie, Géorgie, Crimée, Syrie, Donbass, etc., jusqu'au 24 février 2022.

**Mais le revanchisme russe n'est qu'une des quatre menaces auxquelles l'Europe fait face.**

**L'administration Trump 2.0 assume ouvertement sa stratégie de vassalisation de l'Europe**, usant du conflit en Ukraine comme d'un levier pour extorquer un tribut, par exemple lors de la négociation de l'accord douanier à Turnberry le 27 juillet 2025, ou menacer d'annexer le Groenland en piétinant le Danemark, allié pourtant particulièrement aligné sur Washington.

**La Chine poursuit méthodiquement sa stratégie de contrôle de filières technologiques** entières, de restriction d'accès à des ressources stratégiques – terres rares ou microprocesseurs –, de distorsions du marché à coup de subventions publiques, au détriment de pans entiers de notre industrie voués à disparaître.

**Le quatrième cavalier de cette apocalypse européenne est intérieur** : nos partis populistes et « patriotes », activement soutenus – voire financés – depuis Washington ou Moscou, aux portes du pouvoir et prêts à démolir la maison commune européenne.

**Face à ce retour d'un « monde mélien » dans lequel « les forts font ce qu'ils peuvent, et les faibles subissent ce qu'ils doivent », il nous faut devenir « hobbesiens » : adopter une conception réaliste des relations internationales, fondamentalement dominées par des rapports de force.** Pour l'Europe, ce revirement stratégique exige deux préalables.

**D'une part, une stratégie internationale maximise ses chances de succès si elle n'est pas timorée, faite de demi-mesures ou de compromis boiteux.** C'est l'une des leçons essentielles des travaux d'Edward Luttwak en la matière. Rien ne serait plus délétère que d'être mi-chèvre mi-chou, c'est-à-dire à moitié hobbesien sur la scène internationale face à nos adversaires ou nos ennemis, et à moitié kantiens sur la scène intérieure.

Au contraire, il nous faut dans le même temps approfondir notre « logiciel kantien » entre Européens (maximisant ce que permet l'article 20 du Traité de l'UE sur les coopérations renforcées) et, radicalement, se doter d'un logiciel hobbesien pour tout ce qui concerne notre relation avec nos adversaires ou nos ennemis.

**D'autre part, il n'y a pas de stratégie qui tienne sans rapidité d'exécution.** En janvier 2018, le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, avait déjà utilisé une expression imagée : les Européens sont « des

végétariens dans un monde de carnivores ». Mais quatre ans plus tard, au moment où Borrel conclut son discours, les Européens ont-ils changé ? Non. De même : quatre ans après le déclenchement par Poutine de son « opération militaire spéciale », avons-nous suffisamment mis à jour nos doctrines et musclé nos moyens ? A l'évidence, non plus. En septembre 2025, un an après sa publication, combien des 383 recommandations du rapport Draghi sur la compétitivité européenne avaient été mises en œuvre ? A peine 11 %.

Cette quadruple menace a sa propre cinétique : **notre vitesse de prise de décision n'est pas au niveau**.

## **Illustration économique : la criticité des systèmes de paiement européens dans un monde trumpien**

→ **La géopolitique des systèmes de paiement émerge comme un enjeu stratégique central pour l'Union européenne.** Plus de 60 % des transactions par carte dans la zone euro reposent sur des infrastructures extra-européennes, principalement Visa et Mastercard, ce qui expose l'économie européenne à des risques de dépendance opérationnelle et juridique. Ces acteurs sont soumis au droit américain, y compris aux régimes de sanctions extraterritoriales, ce qui crée une vulnérabilité potentielle pour les entreprises, les institutions financières et les consommateurs européens en cas de tensions politiques ou de décisions unilatérales.

→ **Cette dépendance limite la capacité de l'Union à maîtriser ses données de paiement et à garantir la continuité des services en situation de crise<sup>17</sup>.** C'est au motif de ce risque géopolitique que la Banque centrale européenne (BCE)<sup>18</sup> engage le développement de solutions telles que l'*European Payments Initiative* et, à plus long terme, l'euro numérique.

→ **Les systèmes de paiement sont devenus des instruments de pouvoir à part entière**, au même titre que les devises de réserve ou les systèmes de messagerie financière. Selon le Fonds monétaire international (FMI)<sup>19</sup>, la concentration du marché autour de quelques acteurs dominants augmente le risque systémique et expose les économies dépendantes à des effets de contagion en cas de sanctions, de cyberattaques ou de ruptures de service. La politisation croissante des flux financiers, illustrée par l'usage extensif des sanctions depuis 2022, renforce l'intérêt économique pour les grandes zones monétaires de disposer d'infrastructures de paiement souveraines, capables d'assurer la continuité des échanges domestiques et régionaux.

---

<sup>17</sup> Reuters - [ECB's Cipollone says geopolitical risks strengthen case for European payments autonomy](#) - Janvier 2026

<sup>18</sup> [Banque centrale européenne – The international role of the euro – 2023](#)

<sup>19</sup> [Fonds monétaire international – Global Financial Stability Report – 2023](#)

## **Pour aller plus loin sur les opérations de guerre économique qui structurent la post-mondialisation**

→ **L'économie mondialisée n'est plus un espace neutre de coopération, mais un champ de confrontation** où dépendances, chaînes de valeur et normes deviennent des instruments de pression stratégique. L'Europe se trouve particulièrement exposée à cette évolution : sa prospérité repose sur l'ouverture, tandis que ses compétiteurs ont intégré la capacité de fermeture sélective comme un levier politique à part entière. Ce décalage crée une vulnérabilité structurelle, d'autant plus dangereuse qu'elle est longtemps restée impensée. Dans ce contexte, la dissuasion ne peut plus être uniquement militaire ou diplomatique : elle devient aussi économique, industrielle et réglementaire<sup>20</sup>.

→ **La conflictualité contemporaine s'exerce de plus en plus en dessous du seuil militaire, dans un espace où l'économie sert à contraindre sans combattre.** Les interdépendances, longtemps perçues comme un facteur de développement économique, mutent en points de pression géopolitiques. La guerre économique ne relève plus de faits exceptionnels mais de problèmes fréquents survenants dans les économies ouvertes. La capacité à intégrer cette réalité dans une doctrine cohérente reste un défi pour l'Europe<sup>21</sup>, en situation d'asymétrie : puissante économiquement, mais mal organisée et équipée pour faire levier sur son marché intérieur.

→ **Le retour d'une logique ouvertement transactionnelle dans la politique économique américaine relève d'un basculement plus large du système international.** La relation transatlantique est façonnée par la capacité américaine à imposer son agenda dans une logique de prédation assumée au sein de l'OTAN. L'Europe se retrouve ainsi confrontée à une double contrainte<sup>22</sup> : elle est dépendante d'un allié devenu imprévisible mais insuffisamment armée pour défendre seule ses intérêts de sécurité et ses intérêts économiques. Elle se retrouve face au risque de réagir au coup par coup au lieu d'avoir une vision d'ensemble face à la brutalité des mesures américaines.

<sup>20</sup> DGAP – Defense and Deterrence Against Geo-Economic Coercion - 2022

<sup>21</sup> RUSI – Counterstrategies to Economic Warfare - 2024

<sup>22</sup> ECFR – Ride the wave: A big, beautiful European strategy for Trumponomics - 2025

## Quelles options pour Pékin face au paradoxe trumpien ?

### Perspective de Jean-Marc Fenet

**Le passage de l'année du serpent à celle du cheval de feu est regardé à Pékin avec une circonspection qui va bien au-delà de l'astrologie chinoise.** Les dirigeants chinois estiment avoir traversé 2025 - ses soubresauts commerciaux et géopolitiques - sans trop de dommages. Après les interrogations qu'ils avaient exprimées sur l'ère Trump 1.0, ils sont confortés dans leur lecture de l'administration Trump 2.0. Certes les tarifs douaniers sont désormais deux fois plus élevés qu'à la fin de l'administration Biden mais, entre-temps, la Chine a accéléré son découplage de l'économie américaine et réorienté ses échanges vers des marchés tiers (vers l'ASEAN et l'UE). Ainsi l'arme tarifaire des Républicains demeure-t-elle, pour Pékin, moins douloureuse que le « Tech Ban » cher aux Démocrates.

**En revanche, cette guerre commerciale a produit des bénéfices diplomatiques tangibles pour la Chine** : zizanie transatlantique, focalisation de l'attention sur le théâtre européen et les relations UE/US, diffusion de son narratif stratégique des « zones d'influence » qui lui laisserait les mains libres en Asie du Sud-Est. Par sa posture de fermeté face aux pressions trumpies, par l'emploi efficace d'armes géoéconomiques critiques (comme le quasi-monopole mondial sur les terres rares), par son discours en défense du multilatéralisme, Pékin a retrouvé beaucoup de crédit à travers les pays en voie de développement.

**Pour autant, le début de l'année 2026 réintroduit son lot d'incertitudes pour une Chine qui ne les aime guère**, au moins sur trois plans. Les événements au Venezuela et en Iran, quelles que soient leurs issues, la renvoient à une position de spectatrice et marquent la limite de son positionnement hors-Asie. Les routes de la soie s'étaient fortement réorientées ces dernières années de l'Afrique vers l'Amérique latine, où son investissement politique et financier est conséquent. Au-delà des alliés proches désormais les plus menacés, comme Cuba ou le

Nicaragua, quelle leçon en tireront les grands acteurs - Brésil, Mexique, Chili, Pérou et même Argentine -, où elle est aujourd'hui très présente ?

**En outre, dans la zone Asie, l'administration Trump envoie des signaux contradictoires.** La Chine avait vu avec satisfaction le président américain conseiller la modération à la nouvelle Première ministre japonaise, Sanae Takaichi : celle-ci, en considérant qu'une attaque de Taiwan constituerait « une menace pour la survie du Japon » et pourrait conduire à une réponse militaire, avait déclenché une nouvelle crise entre les deux puissances asiatiques. Mais dans le même temps, les Etats-Unis viennent de signer un contrat de fourniture militaire de plus de 11 milliards de dollars avec Taiwan, et un accord commercial avec l'île plus avantageux qu'escompté (15 % de droits de douane au lieu de 20 %, avec exemption pour les exportations de semi-conducteurs). Pékin se pose donc une question : quel Trump croire, celui du *deal* et du respect des forts, ou celui du *containment* poussé par une aile anti-chinoise qui semble reprendre de la vigueur dans son entourage ?

**Ces interrogations entrent en résonance avec les contradictions internes à la Chine** : fort de ses 1 000 milliards de dollars d'excédent commercial qui tirent l'économie, le pays continue d'exporter sa déflation et ses surcapacités intérieures vers des marchés qui se protègent progressivement. Même l'Union européenne, qui n'a pas le protectionnisme dans son code génétique, monte ses droits de douane sur l'acier ou les petits colis, après les véhicules électriques.

**Le pari chinois reste que sa domination de la plupart des technologies de rupture en fera un partenaire obligé et asymétrique** : indispensable à chaque partie du monde alors qu'elle ne sera dépendante de personne. Ce découplage à la chinoise n'a pas d'équivalent. On peut y voir un très haut souci pour la sécurité économique, pour un pays volontiers paranoïaque. On peut aussi y lire une préparation méthodique à des temps nettement plus tumultueux, à venir d'ici la fin de cette décennie.

## Illustration économique : dans un monde mélien, l'impératif du « Make in China » s'impose même à la haute technologie

→ La logique « Make in China » s'impose de plus en plus dans les secteurs de la haute technologie, avec des exigences fortes de contenu local, de localisation de la R&D et de critères d'accès au marché qui, sans être toujours affichés comme des interdictions, fonctionnent comme des filtres industriels.

→ Dans les équipements de santé, l'Union européenne a ouvert une enquête<sup>23</sup> sur les marchés publics chinois de dispositifs médicaux en pointant notamment des politiques visant à pousser les hôpitaux à s'approvisionner à 70 % en équipements « mid-to-high-end » auprès de fournisseurs domestiques d'ici 2025, ce qui revient, pour les groupes étrangers, à devoir produire localement ou à voir leur accès aux appels d'offres se réduire mécaniquement.

→ Dans le domaine des semi-conducteurs, Pékin a récemment défini une exigence de montée en contenu local dans l'outillage de production<sup>24</sup> : les fabricants de puces en Chine devraient atteindre 50 % d'équipements domestiques lors de l'ajout de nouvelles capacités, un seuil qui organise de facto l'éviction progressive des fournisseurs étrangers sur les segments où une alternative chinoise devient disponible.

→ Dans l'automobile électrique et le logiciel embarqué, la logique « China-for-China » passe par la relocalisation des cycles d'innovation. Volkswagen<sup>25</sup> a annoncé en avril 2024 un investissement de 2,5 milliards d'euros pour étendre son hub de production et d'innovation à Hefei, avec l'objectif de mettre les technologies sur le marché environ 30 % plus vite et de lancer des modèles co-développés localement à partir de 2026, ce qui illustre le déplacement de la valeur de l'assemblage vers l'ingénierie et la R&D sur place.

→ Pour la Chine, localiser la production ne suffit plus : il faut localiser les composants critiques, les capacités d'industrialisation et les fonctions de conception, sous peine de se retrouver structurellement désavantage dans les achats publics, les décisions de capacité et la compétition « à la vitesse chinoise ».

<sup>23</sup> [The Wall Street Journal - "EU to Probe China's Medical-Device Procurement"](#) – Avril 2024

<sup>24</sup> [Reuters - "China mandates 50% domestic equipment rule for chipmakers"](#) – Décembre 2025

<sup>25</sup> [Reuters – "Volkswagen to invest \\$2.7 billion in Chinese production site"](#) – Avril 2024

## **Pour aller plus loin sur l'arsenalisation des dépendances critiques, défi central de la post-mondialisation**

→ **Les interdépendances économiques sont activement mobilisées par le jeu des rivalités stratégiques.** Les principales puissances cherchent à préserver des dépendances asymétriques pour contrôler des points de passage ou des nœuds critiques d'une chaîne de valeur, afin d'en tirer un avantage politique sans trop s'exposer elles-mêmes. Dans ce domaine, les stratégies conçues et opérées par Pékin font école<sup>26</sup>.

→ **L'Union Européenne a tardivement reconnu le caractère structurel de sa vulnérabilité vis-à-vis de la Chine**, notamment dans les domaines des technologies, des intrants industriels et des chaînes de valeur énergétiques. Elle opère une stratégie de *derisking*, fondée sur une prise de conscience incomplète<sup>27</sup>, et peine à donc à transformer ses choix dans une doctrine complète de sécurité économique<sup>28</sup>, tant les coûts industriels et politiques d'un rééquilibrage sont élevés.

→ **En creux, l'état de vulnérabilité européenne reflète l'efficacité de la stratégie de Pékin pour établir son ascendant économique via ses opérations de coercition économique.** Pleinement intégrées à sa politique étrangère, elles sont fondées sur un vaste arsenal<sup>29</sup> : contrôles réglementaires, restrictions commerciales ciblées et pression sur l'accès au marché comme outils de dissuasion ou de sanction. La Chine joue moins sur le risque d'interruption brutale des échanges que sur sa capacité à introduire de l'incertitude et à imposer un calcul de risque permanent à ses partenaires économiques.

---

<sup>26</sup> IFRI – Impossible Decoupling, Improbable Cooperation: Economic Interdependencies in the Face of Power Rivalries – 2023

<sup>27</sup> MERICS – EU: De-risking from China hits the road – 2024

<sup>28</sup> European Policy Center – Turning the Tide: Towards Open Economic Security - Ten Reflections – 2025

<sup>29</sup> CSIS – Examining China's Coercive Economic Tactics – 2023

## Déçue par Trump, jusqu'où l'Inde ira-t-elle dans la « coopération stratégique » avec la Chine et dans son partenariat économique avec l'Europe ?

### Perspective de Jean-Marc Fenet<sup>30</sup>

**L'Inde aborde 2026 avec incertitude.** Certes les bonnes nouvelles ne manquent pas, notamment au plan économique : le pays confirme sa position de grand émergent à la plus forte croissance (6,5% l'an dernier), et vient de détrôner le Japon comme quatrième économie mondiale. En politique intérieure, le Premier ministre Narendra Modi sort conforté des élections locales que son parti a gagnées haut la main dans l'Etat du Bihar. Dans un monde multipolaire, Delhi se revendique comme l'un de ces pôles que chacun se doit de visiter : après avoir reçu le président russe fin 2025, l'Inde accueille en ce seul début d'année le Chancelier Merz, avant la Présidente de la Commission européenne fin janvier puis le Président Macron en février pour le second sommet franco-indien sur l'intelligence artificielle.

**Alors, pourquoi l'incertitude ? De fait, le cadre dans lequel s'inscrivait la politique indienne se trouve désormais fortement bousculé.** Le rapprochement avec les Etats-Unis (tout en veillant à ne pas endommager la relation traditionnelle avec la Russie) devait consacrer la politique de « multi-alignement » chère à la diplomatie indienne. Or l'Inde sort groggy d'un an de présidence trumpienne, marquée par une brutalité à son encontre que Delhi n'avait pas anticipée : droits de douane punitifs de 50%, l'Inde qualifiée de « dead economy » dans un message présidentiel, rapprochement inattendu avec le Pakistan opéré par la Maison Blanche, et particulièrement son chef d'état-major, le général Munir, limitation des visas H1B visant majoritairement les ingénieurs indiens... pour le gouvernement Modi, la liste des déceptions trumpaines est très longue.

**L'affrontement avec le Pakistan a laissé un goût amer** : après l'attentat terroriste perpétré au Cachemire, l'Inde a probablement gagné sur le terrain mais

<sup>30</sup> Enseignant en géopolitique à l'ESSEC, Jean-Marc Fenet y dirige le programme de formation exécutive « Géopolitique & Business : risques, stratégie & leadership »

elle a perdu la bataille de la communication et n'a pu empêcher le Président Trump de s'approprier un cessez-le-feu déjà acté, tout en renvoyant les belligérants dos-à-dos. Elle a peu apprécié le manque de soutien des autres partenaires du « Quad » (Japon et Australie) et d'une façon générale son isolement pendant ce conflit, dans un voisinage régional qui lui est devenu globalement hostile depuis le changement de régime au Bangladesh.

**Quelles leçons l'Inde entend tirer de ce nouveau contexte ? La posture de fermeté affichée face aux pressions américaines n'interdit pas le pragmatisme.** Pas de négociation sur les tarifs douaniers mais baisse discrète des importations de pétrole russe à l'origine de la moitié des dits tarifs. Pas de décision sur l'accord de libre échange qu'attendaient les Etats-Unis mais multiplication des accords avec d'autres zones (Royaume-Uni, Australie, Emirats arabes unis, Union européenne...).

**Le dégel des relations avec la Chine**, glacées depuis juin 2020 après des affrontements dans l'Himalaya, a pris un tour spectaculaire au sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghaï, tenu à Tianjin en juillet 2025. Pour autant, la levée des restrictions à la présence économique chinoise en Inde était nécessaire pour attirer des entreprises internationales soucieuses de diversification mais souhaitant conserver leur écosystème de sous-traitants chinois. L'Inde, consciente de ses faiblesses vis-à-vis de la Chine, achète du temps, accélère son développement, s'arme puissamment et se prépare à une rivalité qui ne va pas s'estomper.

L'Inde cherchera sans doute à approfondir les relations engagées avec le Golfe et Israël, au travers du Corridor Inde Moyen Orient Europe (IMEC) qu'elle a lancé lors de « son » G20 de Delhi en 2023, ainsi qu'en Afrique.

**La relation avec Inde - Europe sera le grand enjeu de cette année, avec un accord de libre échange attendu depuis 13 ans, et la recherche de nouvelles coopérations à l'échelle continentale.** La France, appartenant au cercle très restreint des « *all weather friends* », a - à l'évidence - une carte à jouer.

## Illustration économique : le défi de l'industrialisation dans un monde mélien remodelé par l'IA

→ **L'industrialisation de l'Inde entre dans une phase d'accélération** portée à la fois par des impératifs structurels et par la recomposition mondiale autour de l'intelligence artificielle.

→ **La priorité donnée au renforcement du tissu productif se traduit d'abord par une politique industrielle volontariste** : le programme « Make in India » a été élargi pour inclure les secteurs stratégiques<sup>31</sup> liés à l'électronique, aux semi-conducteurs et à l'assemblage avancé, avec un objectif explicite de porter la part de l'industrie manufacturière à 25 % du PIB contre environ 18 % aujourd'hui, tout en absorbant une main-d'œuvre encore massivement rurale.

→ **Cette orientation se matérialise par des investissements massifs<sup>32</sup> dans les infrastructures industrielles et logistiques**, condition préalable à l'implantation d'unités de production à grande échelle.

→ **Dans le même temps, l'Inde s'impose comme un pôle majeur de l'économie numérique mondiale<sup>33</sup>** : les investissements cumulés de Microsoft<sup>34</sup>, Google et Amazon dans les infrastructures cloud et les centres de données indiens dépassent désormais 30 milliards de dollars, avec une montée en puissance rapide des « Global Capability Centers », dont le nombre a franchi le seuil des 1 600 en 2024, employant plus de 1,6 million d'ingénieurs. Cette dynamique s'étend désormais au matériel et à l'IA embarquée : Apple<sup>35</sup> a confirmé en 2024 que plus de 14 % de ses iPhones mondiaux étaient désormais assemblés en Inde, contre moins de 1 % cinq ans plus tôt, avec l'objectif affiché de dépasser 25 % à l'horizon 2027, illustrant le basculement progressif d'une logique d'outsourcing vers une logique de production industrielle intégrée.

→ **Dans ce contexte, l'Inde ne cherche plus seulement à capter des emplois de services, mais à s'insérer dans les segments à plus forte valeur ajoutée de la chaîne technologique mondiale**, y compris l'IA, le hardware et les systèmes embarqués. L'organisation conjointe par l'Inde et la France du sommet mondial sur l'IA en février 2026 s'inscrit dans cette trajectoire : elle vise à consacrer le pays comme un pôle d'innovation à part entière, capable d'attirer capitaux, talents et centres de décision. Pour les entreprises étrangères, l'enjeu sera désormais moins de profiter d'un avantage de coût que de s'inscrire durablement dans un écosystème où la production locale, la R&D et l'intégration aux priorités industrielles indiennes deviennent des conditions d'accès au marché.

<sup>31</sup> [Financial Times – New Delhi revamps flagship 'Make in India' subsidy scheme – Juillet 2025](#)

<sup>32</sup> [Reuters – India seeks to boost manufacturing to hit \\$1.3 trillion in exports through deregulation – Janvier 2026](#)

<sup>33</sup> [World Bank – By the numbers: India – 2025](#)

<sup>34</sup> [Reuters – Microsoft to invest \\$3 billion to expand AI and cloud capacity in India – Janvier 2025](#)

<sup>35</sup> [Reuters – Apple's India iPhone output hits \\$14 billion as production shifts from China – Avril 2024](#)

## **Pour en savoir plus sur la compétition mondiale sur les capitaux, qui façonne la post-mondialisation**

→ **La compétition mondiale pour attirer les capitaux se durcit sous l'effet conjugué d'une érosion de la confiance dans certains actifs « sans risque », d'une militarisation croissante des flux financiers, et d'une course entre places financières pour capter l'épargne domestique et internationale.**

→ **Le premier front est monétaire.** La diversification graduelle des réserves officielles se poursuit sur longue période. La part du dollar dans les réserves mondiales a diminué depuis le tournant du siècle. La sensibilité des investisseurs aux signaux de politique économique et à la stabilité institutionnelle en est largement accrue<sup>36</sup>.

→ **Le deuxième front est celui de l'arsenalisation des capitaux.** Progressivement, la fragmentation géopolitique modifie la structure des marchés de change et des flux, avec des implications directes sur la transmission des chocs et le comportement des investisseurs. L'accès aux devises, aux infrastructures de marché et aux marchés de capitaux devient un privilège de puissance<sup>37</sup>. Cette économie mondiale « fluide et volatile » dominée par les arbitrages de politique économique, les tensions commerciales et l'adaptation des autres économies à ces nouvelles réalités, augmente mécaniquement le coût des capitaux mobiles et renchérit le financement des juridictions perçues comme risquées<sup>38</sup>.

→ **Le troisième front est une compétition explicite pour capter l'épargne et financer l'investissement, alors même que les besoins explosent.** La hausse des tensions commerciales et l'incertitude de politique économique constituent un vent contraire majeur, dans un monde où l'investissement reste insuffisant<sup>39</sup> au regard des besoins de transition, d'infrastructures et de relocalisation industrielle. C'est précisément sur ce terrain que se joue l'avantage comparatif des zones : la BCE fait de l'approfondissement de l'union de l'épargne et de l'investissement un prérequis pour accroître la profondeur et la liquidité des marchés de financement en euros<sup>40</sup>, condition nécessaire pour attirer des flux stables et réduire la dépendance à des marchés extra-européens dans un environnement plus conflictuel.

<sup>36</sup> FMI – [World Economic Outlook: Policy Uncertainty and Fragmentation Shape the Global Outlook](#) – Octobre 2025

<sup>37</sup> FMI – [Global Financial Stability Report](#) – Octobre 2025

<sup>38</sup> FMI – [World Economic Outlook: Global Prospects and Policies](#) – Octobre 2025

<sup>39</sup> Banque Mondiale – [Global Economic Prospect](#) – Janvier 2026

<sup>40</sup> Banque Centrale Européenne – [The International Role of Euro](#) – Juin 2025

## Comment la reconstruction du Moyen-Orient pourra-t-elle s'opérer dans ce monde trumpien ?

### Perspective de Joseph Maïla<sup>41</sup>

**Le Moyen-Orient a représenté un centre d'intérêt primordial pour la politique étrangère du président Trump dans la première année de son second mandat. L'approche trumpienne a été volontariste, combinant une stratégie politique et une démarche économique.**

**Sur le plan politique, renouant avec ses efforts diplomatiques de la fin de son premier mandat, Donald Trump a visé, à travers la mise en œuvre du plan dit des « Accords d'Abraham »** adoptés en septembre 2020, à instaurer une paix durable au Moyen-Orient. L'effort de normalisation des rapports entre Israël et les Etats arabes a été déployé autour de trois axes.

**Le premier fut l'axe israélo-palestinien.** L'attaque du Hamas contre Israël à partir de Gaza, le 7 octobre 2023, a déclenché des représailles israéliennes entraînant les deux parties dans des hostilités sur deux ans. C'est le « Plan Trump », présenté en septembre 2025, qui permet une sortie de la guerre. Sur le front libanais, les hostilités s'étaient arrêtées entre le Hezbollah et Israël grâce à une médiation américano-française.

**Le second axe fut l'axe syrien.** Après la chute du régime Assad, le président américain rencontre l'auteur du coup d'État du 8 décembre. Les États-Unis, à travers leurs médiateurs, s'impliquent activement dans la stabilisation de la situation en Syrie.

**Le troisième axe fut celui du Golfe** dont la situation préoccupait les États-Unis. Le rapprochement spectaculaire avec l'Arabie saoudite sollicitée pour

<sup>41</sup> Enseignant en géopolitique à l'ESSEC, Joseph Maïla dirige le programme « médiation internationale » du Centre IRENE sur la Négociation et la Médiation

rejoindre les Accords d'Abraham, avec les Emirats Arabes Unis qui les ont rejoints, avec le Qatar qui abrite une importante base américaine, souligne l'importance accordée à ces alliés privilégiés. L'attaque américano-israélienne contre les centrales nucléaires iraniennes de juin 2025 scelle une diplomatie militaro-sécuritaire d'ampleur.

**Sur le plan économique, l'approche trumpienne renforce ses liens économiques avec les monarchies de la péninsule arabique.** Le premier voyage à l'étranger du président américain en 2025 fut, à l'instar de celui de son premier mandat, à destination des pays du Golfe. Les promesses d'investissements aux États-Unis et d'importations diverses récoltées se chiffrent en centaines de milliards de dollars.

### **Illustration économique : géoéconomie du post-conflit dans un monde mélién**

→ La notion de « géoéconomie du post-conflit » désigne la manière dont la reconstruction d'un pays sortant de guerre devient un champ de compétition économique, financière et politique à part entière, où les choix d'investissement, les normes techniques et les circuits de financement structurent durablement les rapports de pouvoir.

→ Dans le cas de Gaza, la Banque mondiale estime à au moins 50 milliards<sup>42</sup> de dollars les dommages directs infligés aux infrastructures et au bâti, dont près des trois quarts concernent le logement, ce qui signifie que la reconstruction n'est pas seulement un enjeu humanitaire mais un levier déterminant de stabilisation sociale et de relance économique, conditionné à la capacité à mobiliser rapidement des financements, des entreprises et des chaînes logistiques fiables.

→ Cette logique se retrouve dans le cas du Liban, où la Banque mondiale chiffre à 11 milliards de dollars<sup>43</sup> les besoins de relèvement et de reconstruction après les destructions liées au conflit et à l'effondrement économique, en soulignant que les priorités portent sur les réseaux électriques, l'eau, les transports et les services urbains, c'est-à-dire les infrastructures sans lesquelles aucune reprise économique durable n'est possible. La reconstruction devient alors un marché structurant, où se croisent bailleurs internationaux, entreprises d'ingénierie, acteurs locaux et autorités publiques, dans un cadre fortement conditionné par la gouvernance, la transparence et les capacités administratives.

---

<sup>42</sup> Banque mondiale – [New Report Assesses Damages, Losses and Needs in Gaza and the West Bank](#) – Février 2025

<sup>43</sup> Banque mondiale – [Lebanon - Rapid Damage and Needs Assessment](#) – Mars 2025

→ **En Syrie, cette dimension géoéconomique est encore plus marquée :** la Banque mondiale<sup>44</sup> estime le coût de reconstruction à 216 milliards de dollars, dont une part majeure liée aux infrastructures et aux villes détruites, mais souligne que l'accès à ces marchés dépend moins de la faisabilité technique que des contraintes de sanctions, de financement et de reconnaissance politique, ce qui fait de la reconstruction un instrument de pouvoir autant qu'un processus économique.

→ **Dans l'ensemble de la région, la géoéconomie du post-conflit se caractérise ainsi par trois dynamiques imbriquées :** la reconstruction comme moteur de stabilisation interne, comme vecteur d'influence externe pour les États et bailleurs capables de financer et d'exécuter les projets, et comme marché stratégique où se redessinent les équilibres industriels, logistiques et financiers du Moyen-Orient.

---

<sup>44</sup> Banque mondiale – [Syria's Post-Conflict Reconstruction Costs Estimated at \\$216 billion](#) – Octobre 2025

## Le continent africain, un continent en proie au dialogue mélien ?

### Perspective de Benoît Chervalier<sup>45</sup>

**L'administration américaine ne semble pas avoir une véritable stratégie africaine.** Elle pratique plutôt une approche opportuniste avec quelques pays du continent africain en fonction d'intérêts spécifiques très ciblés, qu'ils soient d'ordre politique (comme l'intervention militaire au Nigéria) ou économiques (identification des matières premières stratégiques à l'instar du corridor de Lobito qui s'étend de l'Angola à la Zambie).

**Dotée de ressources abondantes et variées, l'Afrique risque d'être considérée comme un « bien mondial »** pour reprendre l'expression de l'économiste Kako Nubukpo, et subir des politiques de chantage et de prédateur de l'administration Trump 2.0. À titre d'exemple, l'Afrique du Sud détient 78 % des réserves mondiales de manganèse et la République démocratique du Congo concentre 55 % des réserves mondiales de cobalt.

Au plan politique, l'Afrique ne peut pas s'adresser à Trump avec une seule voix, compte tenu de la grande hétérogénéité des intérêts nationaux qui émaillent le continent. Ainsi, les pays africains adoptent-ils la **prudence et le silence face à l'Amérique MAGA**.

Alors que le « Conseil de la paix » annoncé par Trump au Forum Economique Mondial de Davos semble évincer les pays d'Afrique subsaharienne de la gouvernance mondiale qu'il prétend préfigurer, **l'Europe a l'opportunité de reconstituer des coalitions d'intérêts** avec les Etats africains sur des objectifs diplomatiques et économiques partagés.

Après avoir présidé le G20 en 2025, l'Afrique du Sud se voit exclue du Groupe par la présidence américaine qui prend le relai pour 2026. **Trump 2.0 tend**

<sup>45</sup> Banquier d'affaires, Benoît Chervalier enseigne à l'ESSEC où il est le directeur exécutif de la Chaire Business & Industry in Africa.

**à exclure le continent africain de la gouvernance mondiale, alors même que la population du Nigéria dépassera celle des Etats-Unis d'ici une vingtaine d'années** et qu'une nouvelle architecture politique et financière mondiale semble plus que jamais indispensable.

## **Illustration économique : géopolitique des minéraux critiques dans un monde mélien**

→ **La géopolitique des minéraux critiques en Afrique se structure autour de trois leviers étroitement liés : la capacité à sécuriser les corridors logistiques d'exportation, la montée en puissance des États producteurs dans la gestion de l'offre, et la compétition des bailleurs pour financer des infrastructures devenues stratégiques.**

→ **Premier levier, la géopolitique des infrastructures.** Le corridor de Lobito, qui relie l'Atlantique angolais aux bassins cuprifères et cobaltifères de la RDC et de la Zambie vise à diversifier les routes de sortie des minerais et à réduire les risques de dépendance à un seul axe d'exportation. La Banque africaine de développement<sup>46</sup> a annoncé un soutien de 500 millions de dollars au développement de ce corridor, confirmant que l'infrastructure est désormais traitée comme un actif d'intégration régionale autant que comme un instrument de sécurisation géoéconomique du continent.

→ **Deuxième levier, la gestion de l'offre par les Etats producteurs.** La République démocratique du Congo montre qu'un pays producteur peut influencer le marché mondial non seulement par la production, mais par l'administration des volumes exportés : l'interdiction temporaire d'exportation de cobalt<sup>47</sup> décidée en février 2025 puis prolongée, et ses effets sur les producteurs internationaux, ont confirmé que la souveraineté minière s'exerce aussi par des instruments de quota et de calendrier, dans un marché déjà marqué par la surcapacité et la volatilité des prix.

→ **Troisième levier, les coalitions de bailleurs.** Le corridor de Lobito illustre également cette dimension, par exemple via l'accord de financement de 320 millions de dollars annoncé entre l'Africa Finance Corporation et l'Italie pour soutenir des projets d'infrastructure du corridor, dans un contexte où les acteurs occidentaux cherchent à sécuriser l'accès au cuivre et au cobalt de la Copperbelt.

→ **La géopolitique des minéraux critiques est également structurée par la pression de la demande mondiale.** Les besoins pour les technologies de transition continuent d'augmenter, avec une demande de nickel, cobalt, graphite et terres rares a progressé de 6 à 8 % en 2024<sup>48</sup>, ce qui renforce mécaniquement la

<sup>46</sup> Banque africaine de développement – [Regional corridors as drivers of continental integration](#) – 2025

<sup>47</sup> Reuters – [Glencore says Congo export ban may see much of its cobalt output unsold by end-2025](#) – Août 2025

<sup>48</sup> Agence internationale de l'énergie – [Global Critical Minerals Outlook](#) – 2025

valeur stratégique des gisements africains et la sensibilité des chaînes d'approvisionnement à la stabilité politique et logistique.

## **Pour en savoir plus sur les stratégies de prédation économique qui ont cours dans la post-mondialisation**

→ **Dans le contexte de recomposition rapide de l'ordre économique mondial, les stratégies de prédation géoéconomique s'imposent comme un mode d'action central des puissances prétendant « sécuriser leurs intérêts vitaux ».**

→ **L'approche développée par l'administration Trump autour des minerais critiques en constitue aujourd'hui l'illustration la plus aboutie.** Du Groenland à l'Ukraine, en passant par l'Afrique des Grands Lacs, la logique à l'œuvre repose sur une instrumentalisation assumée du rapport de force afin d'obtenir un accès préférentiel à des ressources jugées stratégiques pour la souveraineté industrielle, technologique et militaire américaine. Les travaux consacrés à la séquence groenlandaise<sup>49</sup> montrent comment la question minière s'est imposée comme un levier géopolitique à part entière, articulant pression diplomatique, menaces commerciales et redéfinition unilatérale des termes de la coopération transatlantique. En Ukraine, la même logique<sup>50</sup> s'observe à travers la conditionnalité croissante entre soutien militaire, reconstruction et accès futur aux ressources du sous-sol, notamment dans le cadre de dispositifs liant sécurité, investissements et droits d'exploitation, ce qui inscrit l'aide dans une relation de type transactionnel plutôt que partenarial. Dans la région africaine des Grands Lacs, cette approche se traduit par une « diplomatie du deal »<sup>51</sup> visant à stabiliser politiquement l'espace tout en sécurisant des chaînes d'approvisionnement critiques, en particulier sur le cobalt, le cuivre et le lithium, au prix d'une tension croissante avec les principes de gouvernance et de souveraineté économique des États concernés.

→ **Cette évolution s'inscrit dans une transformation plus large et plus profonde des rapports géoéconomiques, polarisés par des objectifs extractifs plutôt que par la recherche d'efficience économique.** La recherche académique souligne une évolution des concepts de géoéconomie<sup>52</sup> que les grandes puissances utilisent désormais l'accès au marché, la finance, la technologie ou les ressources comme des instruments coercitifs, intégrés à leur boîte à outils stratégique, au même titre que la diplomatie ou la puissance militaire. Dans ce cadre, la dépendance n'est plus un effet collatéral de la mondialisation mais un actif stratégique exploitable, permettant d'imposer des choix politiques, de contraindre des partenaires ou de capter des rentes. La

<sup>49</sup> SWP – [Positioning the Anti-Coercion Instrument in the Greenland Crisis](#) – 2026

<sup>50</sup> Chatham House – [If Trump wants 2026 to be a year of critical minerals collaboration, he must stop imperialist rhetoric on Greenland](#) – 2026

<sup>51</sup> ISS – [Deal-making trumps democratic principles in US approach to Africa](#) – 2025

<sup>52</sup> NBER – [Putting Economics Back Into Geoeconomics](#) – 2025

politique américaine récente illustre cette mutation : la sécurisation des minerais critiques n'est pas pensée comme un enjeu de coopération multilatérale mais comme un champ de compétition directe, où l'accès aux ressources devient conditionné à l'alignement stratégique. Cette approche contribue à redéfinir les relations économiques internationales autour de rapports asymétriques, où la vulnérabilité des chaînes de valeur devient un levier d'influence assumé.

→ **Ces stratégies de prédateur comportent toutefois un risque de retour de flamme de plus en plus documenté dans le cas américain.** Les analyses soulignent que l'usage répété des instruments coercitifs fragilise la crédibilité économique des États-Unis, incite les partenaires à diversifier leurs dépendances et accélère la fragmentation du système commercial international<sup>53</sup>. Elle favorise également l'émergence de contre-stratégies, en particulier en Europe, où se consolide progressivement un arsenal défensif mêlant contrôle des investissements, instruments anti-coercition et politiques industrielles ciblées<sup>54</sup>. À moyen terme, cette dynamique affaiblit la capacité des États-Unis à structurer les règles du jeu économique mondial et alimente une logique de blocs concurrents, dans laquelle la compétition pour les ressources, les capitaux et les technologies devient un facteur central d'instabilité systémique<sup>55</sup>. La prédateur géoéconomique apparaît ainsi moins comme une stratégie de puissance durable que comme un accélérateur de fragmentation, contribuant à installer un ordre international plus conflictuel, plus volatil et structurellement moins coopératif.

---

<sup>53</sup> CSIS – [How US Tariffs Undermine Economic Statecraft](#) – 2025

<sup>54</sup> Institut Jacques Delors – [EU Trade Defense Arsenal](#) – 2025

<sup>55</sup> Atlantic Council – [The most significant question for Trump's America in 2026: What sticks?](#) – 2026

## Conclusion - Monde trumpien, monde mélien... un monde sans l'Europe ?

Depuis le début des années 2020, les principales institutions économiques internationales convergent vers un même diagnostic : **le risque géopolitique n'est plus un facteur exogène au fonctionnement de l'économie mais une variable structurelle** affectant durablement les échanges, les investissements, l'innovation et la stabilité financière.

Au contraire, **l'ère de la post-mondialisation est structurée par 5 caractéristiques majeures** illustrées dans ce *Brief* de l'Institut Géopolitique & Business de l'ESSEC :

- la démultiplication des **stratégies d'influence**, d'ingérence et d'intimidation, y compris sur les intérêts de sécurité économique ;
- la montée en puissance des **opérations de guerre économique** ;
- l'**arsenalisation des dépendances critiques** par les puissances méliennes ;
- la **compétition mondiale pour capter les capitaux**, bien plus féroce encore que la guerre commerciale lancée par Trump ;
- les **nouvelles stratégies de prédatation économique** pour prendre le contrôle de ressources minérales ou énergétiques.

Du fait de ces tendances lourdes, amplifiées par la politique extérieure américaine sous Trump 2.0, s'organise un « monde mélien ». C'est pour cette raison que **le risque de « confrontation géoéconomique » apparaît le premier risque mondial en 2026<sup>56</sup>** et que la deuxième place du classement est attribuée aux « conflits armés classiques ». Ainsi, l'instabilité s'installe durablement dans l'ordre économique international, au détriment des logiques d'efficience vers lesquelles il tendait.

---

<sup>56</sup> World Economic Forum – [Global Risks Report](#) – 2026

Dans ce contexte, **les prévisions de croissance mondiale stagnent autour de 3,3 % en 2026**<sup>57</sup>, avec des prévisions pessimistes pour 2027, dans un contexte marqué par une fragmentation accrue des échanges, une montée des politiques industrielles nationalistes et un durcissement des relations commerciales<sup>58</sup>. La croissance du commerce international devrait d'ailleurs ralentir à un niveau inférieur à l'ère pré-COVID (projection à + 2,6 %).

En Europe, ces dynamiques se traduisent par une **contrainte alourdie sur le financement de l'économie, alors même que les besoins d'investissement public supplémentaire** sont de l'ordre de 500 milliards d'euros par an sur la période 2025-2031<sup>59</sup>.

Au plan microéconomique, **les entreprises européennes s'adaptent à un environnement devenu structurellement instable**. 86 % d'entre elles maintiennent leurs investissements<sup>60</sup> mais la logique dominante n'est plus à l'optimisation des coûts mais la résilience : diversification des fournisseurs, sécurisation des approvisionnements, réduction des dépendances critiques...

Ces données alimentent **un léger espoir de voir les entreprises européennes se rendre plus compétitives à l'heure de la post-mondialisation**, en augmentant leur niveau de vigilance, en accroissant leurs capacités de résilience et en réduisant leurs dépendances. Mais tout comme le Baromètre Géopolitique & Business de l'ESSEC<sup>61</sup> l'indiquait dès septembre 2025, **le passage à l'action reste un fait largement minoritaire**. Seulement 7 % des entreprises ont engagé une relocalisation significative, confirmant que **l'Europe entre dans une phase d'ajustement incrémental plutôt que dans une bascule géoéconomique franche**.

Dans cette lenteur, l'économie européenne risque de s'engouffrer dans une impasse terrible : oui **ce monde trumpien, monde mélien par excellence, pourrait devenir un monde sans l'Europe**.

---

<sup>57</sup> FMI – [World Economic Outlook](#) - Janvier 2026

<sup>58</sup> Banque mondiale – [Global Economic Prospects](#) - Janvier 2026

<sup>59</sup> Banque centrale européenne – [Economic Bulletin](#) – 2025

<sup>60</sup> Banque européenne d'investissement – [Investment Survey](#) – 2025

<sup>61</sup> [ESSEC - Baromètre Géopolitique & Business 2025](#)

## Co-auteurs du Brief Géopolitique & Business #1

**Frédéric Charillon** - Professeur des universités, et spécialiste des ingérences étrangères, Frédéric Charillon enseigne les relations internationales. À l'ESSEC, il est l'un des co-directeurs du Centre Géopolitique, Défense et Leadership et le coordonateur de l'Observatoire des Stratégies d'influence, d'ingérence et d'intimidation (OS3i). Précédemment, le Pr. Charillon a notamment dirigé l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM) au Ministère des Armées.

**Benoît Chervalier** - Benoît Chervalier est banquier d'affaires. Il enseigne à l'ESSEC où il est le directeur exécutif de la Chaire Business & Industry in Africa qu'il a fondée. Benoît est le vice-président Afrique du MEDEF International, et président du comité Afrique de Business Europe. Précédemment, il a notamment dirigé l'unité de mobilisation des ressources de la Banque africaine de développement (BAD).

**Aurélien Colson** - Aurélien Colson est professeur de sciences politiques à l'ESSEC, où il est co-directeur académique de l'Institut Géopolitique & Business, directeur du Centre IRÉNÉ sur la Négociation et la Médiation et co-directeur du Centre Géopolitique, Défense et Leadership. Précédemment, il a conseillé le Premier ministre français (1997-2002) puis travaillé au Haut Commissariat au Plan.

**Jean-Marc Fenet** - Jean-Marc Fenet est haut fonctionnaire et enseigne la géoéconomie à l'ESSEC. Il est le directeur académique du programme de formation exécutive « Géopolitique & Business : risques, stratégie et leadership » créé en 2026. Ancien élève de l'ENA, il a notamment été directeur général des impôts au ministère de l'Economie et des Finances et ministre-conseiller dans les ambassades de France en Pologne, en Inde et en Chine où il dirigeait le service économique et financier.

**Thomas Friang** - Thomas Friang est économiste. Il est le directeur exécutif de l'Institut Géopolitique & Business de l'ESSEC. Ancien élève de l'ESCP et diplômé de l'ENS Ulm, il a notamment travaillé à la Fondation pour la Recherche Stratégique, à la Banque de France et au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères où il conseillait la secrétaire d'Etat chargée du développement. Il a fondé l'Institut Open Diplomacy, think tank dédié à la géopolitique du développement durable qu'il anime depuis 2010.

**Joseph Maïla** - Joseph Maïla est un spécialiste du Moyen-Orient. Il enseigne la géopolitique à l'ESSEC. Au sein du Centre ESSEC IRENE sur la Négociation et la Médiation, il dirige le programme « médiation internationale ». Ancien recteur de l'Institut Catholique de Paris, le Pr. Maïla a notamment dirigé le Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

**Cédomir Nestorovic** - Cédomir Nestorovic est professeur de géopolitique à l'ESSEC, également spécialiste en business islamique. Basé sur le campus de Singapour de l'école, il est co-directeur académique de l'Institut Géopolitique & Business et a dirigé plusieurs programmes MBA internationaux, notamment à l'Université du Golfe Arabe à Manama.



Institut  
Géopolitique  
& Business

Créé en 2024 par l'ESSEC, l'Institut Géopolitique & Business étudie l'impact des chocs géopolitiques sur les modèles économiques des entreprises. Installé sur les campus de l'ESSEC Business School en France, au Maroc et à Singapour, il réfléchit à l'échelle tricontinentale à ce qui fait la compétitivité des entreprises à l'heure de la post-mondialisation : vigilance, résilience, indépendance. Il nourrit la formation initiale, la formation continue et la recherche de l'ESSEC pour qu'émerge une génération de dirigeants d'entreprise capables de diriger et développer un *business* malgré la brutalisation du monde.

[www.institute-geopolitics-business.essec.edu](http://www.institute-geopolitics-business.essec.edu)

